



N°217, décembre 2023

Les élections américaines de 2024 et la guerre en Ukraine

Par Anne Kraatz

Anne Kraatz, docteur en histoire de l'École Pratique des Hautes Études (EPHE), est membre extérieur du Quincy Institute for Reasonable Statecraft, Washington, D.C. Elle est l'auteur notamment de l'ouvrage Le Commerce franco-russe, concurrence et contrefaçons, de Colbert à 1900 (Editions Les Belles Lettres, 2006).

La guerre en Ukraine ne sera pas la question la plus importante de la campagne électorale de 2024, si l'on en juge par le quasi-silence sur le sujet observé actuellement par le président Biden dans ses interventions publiques. Il n'est toutefois pas impossible que les bulletins de vote ne reflètent une importance accrue de la guerre chez certains groupes de votants. Les particularités du système électoral américain—votes des grands électeurs favorisant les États les plus peuplés, le « *winner take all* » (le gagnant prend tout) permettant au candidat gagnant du plus grand nombre de voix citoyennes d'emporter tous les votes des grands électeurs de l'État en question—ont pour effet d'éliminer pratiquement du jeu non seulement les États mais aussi les districts peu peuplés du pays. Les candidats à la présidentielle portent donc leurs efforts sur les districts d'un État qui peuvent faire bouger la balance en leur faveur sur tel ou tel sujet à portée locale, dans les États-clés situés pour la plupart dans le nord-est du pays.

C'est ici qu'entrent en jeu trois éléments souvent marginalisés par les analystes quoique très importants, nous semble-t-il, dans ce cas très particulier d'un conflit armé dans un pays lointain où aucun soldat américain en uniforme ne participe mais où l'Administration Biden est engagée financièrement et humainement. Ces éléments sont les suivants : le facteur émotionnel dans l'ensemble de l'opinion publique, le facteur ethnique, c'est-à-dire l'importance numérique et géographique des électeurs d'origine ukrainienne et éventuellement polonaise et leur soutien à l'Ukraine, enfin le facteur économique de la fourniture d'armes.

Le facteur émotionnel dans l'opinion publique

La population américaine dans son ensemble a éprouvé une sympathie immédiate et instinctive pour la population ukrainienne assiégée. Les sommes promises à l'Ukraine peu après par l'administration américaine étaient considérables (au 10 juillet 2023, 46,6 milliards d'aide militaire et 30,2 milliards d'aide humanitaire)¹ mais elles n'avaient pas jusqu'à une date récente suscité la réticence des contribuables. Dans la mesure où le conflit était considéré comme une guerre juste après l'invasion des Russes, le sentiment général considérait ce soutien comme très largement moral plus que simplement financier, les Ukrainiens et leur jeune président ayant fait preuve d'une résilience forçant l'admiration.

¹Pour une liste très complète, y compris du matériel militaire fourni, voir <https://www.cfr.org/article/how-much-aid-has-us-sent-ukraine-here-are-six-charts>

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Malgré cette charge émotionnelle, l'intérêt de la contribution américaine à ce conflit et à ses prolongements géopolitiques potentiellement mondiaux—sécurité de l'Ukraine et des pays avoisinants, rôle de l'OTAN, survivance ou non du régime Poutine, danger d'escalade nucléaire, devient de moins en moins perceptible pour les électeurs américains, surtout parmi les Républicains, les Démocrates ayant une posture beaucoup plus exaltée vis-à-vis de cette guerre. C'est en tous cas ce que démontrent les derniers sondages. La chaîne CNN en particulier a publié, le 4 août dernier, des chiffres en baisse dans tout le pays, avec 55% de répondants opposés à une augmentation des subsides à l'Ukraine tandis que 45% y sont favorables ; 51% indiquent également qu'à leur avis le Congrès en a « fait assez » pour aider l'Ukraine et 48% pensent au contraire qu'il faudrait en faire plus. Le sondage montre également une diminution de la perception du danger de la guerre russo-ukrainienne pour la sécurité nationale du pays (56%), par opposition aux 72% des répondants qui disaient craindre une escalade pouvant atteindre les États-Unis en février 2022, aux tout début des hostilités.

Ces chiffres ont été publiés quasi simultanément avec un certain nombre d'articles indiquant une posture plus sceptique de la part de l'administration Biden elle-même sur le succès de la contre-offensive ukrainienne en cours, accompagnés de messages plus ou moins codés sur la conduite des attaques ukrainiennes. Les pourcentages cités plus haut indiquent clairement à l'administration que sur la totalité des votes à venir, cette attitude moins jusqu'au-boutiste que la précédente (« nous aiderons l'Ukraine jusqu'au bout ») pourrait ne pas constituer un obstacle majeur à la réélection de Joe Biden en 2024 même si les résultats sur le terrain ne sont pas à la hauteur des espérances. Il est en tous cas significatif que le président Biden ne mentionne plus beaucoup la guerre, voire quasiment jamais, dans ses discours de pré-campagne, son emphase restant mise sur la situation économique du pays et sur l'emploi. Il est tout aussi significatif que Donald Trump ne la mentionne plus beaucoup lui non plus, après avoir dit plusieurs fois auparavant que s'il était élu, il « terminerait la guerre en 24 heures ». Autrement dit, à l'heure où nous écrivons, les deux candidats s'efforcent manifestement de mettre cette question au second sinon au troisième plan, tablant sur la fatigue émotionnelle des 55% de la population mentionnés ci-dessus.

C'est sans compter avec le facteur ethnique qui a joué un rôle dans les élections législatives de 2022 ayant permis à l'administration Biden de conserver la majorité au Sénat.

Le facteur ethnique et géographique

Le dernier recensement américain de 2020 demande aux citoyens d'indiquer, en plus de leur race, leur origine ethnique de façon encore plus précise qu'auparavant. L'objectif de ces questions est d'établir des statistiques fédérales, mais le résultat a pour effet de permettre aux éventuels candidats de cibler leur campagne auprès de tel ou de tel groupe, dans la mesure où les résultats du recensement sont publics. Cela peut paraître surprenant aux yeux des Français habitués qu'ils sont à ce que de telles demandes de précisions ethniques ou raciales provenant d'une source officielle soient tout simplement prohibées.

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Bien entendu, ni les Ukrainiens ni les Polonais d'origine ne votent pas plus que les autres Américains sur un seul et unique sujet, mais on touche ici à ce que certains analystes appellent l'émergence du vote culturel, même au sein des populations dont les origines ethniques sont assez lointaines. Il persiste en effet chez elles une « identité résiduelle », sorte de réservoir émotionnel souterrain capable de resurgir à la surface dans des circonstances exceptionnelles, particulièrement celles, comme ici avec la guerre, qui présentent une menace d'élimination physique et culturelle dans le pays dont cette identité est originaire².

La population d'origine ukrainienne de Pennsylvanie par exemple, l'un des États-clés les plus importants pour une éventuelle réélection de Joe Biden (20 votes), se monte à environ 110 000 personnes ; dans l'Ohio, autre État-clé (18 votes), ce sont environ 50 000 ukrainiens orthodoxes (la religion est également importante). Leurs votes ont été âprement courtisés par les deux parties lors des élections de 2020 et surtout de 2022, les candidats républicains se faisant voir à la Cathédrale Orthodoxe Saint Vladimir de Parma, faubourg de Cleveland dans l'Ohio, dont les habitants votèrent à 65% pour Biden bien que l'État tout entier devait rester Républicain. En Pennsylvanie, où résident de nombreux Ukrainiens catholiques, le catholicisme pratiquant du président a rencontré un écho décisif dans Philadelphie et dans Pittsburg où se trouvent plusieurs cathédrales ukrainiennes, ce qui a sans doute contribué à la victoire du camp démocrate aux législatives très importantes de 2022 où se jouait la majorité démocrate au Sénat.

À cette population d'origine ukrainienne, il faut ajouter la population beaucoup plus considérable d'origine polonaise, étant donné le rôle très actif joué par la Pologne dans le soutien des Ukrainiens, notamment au niveau de l'accueil des réfugiés ; cette population située elle aussi dans ces États-clés, entre autres, est majoritairement catholique. Ce n'est pas un hasard si Joe Biden, lors de sa dernière visite en Ukraine, est allé se recueillir à la Cathédrale orthodoxe de Saint Michel l'Archange, saint patron de Kiev mais également vénéré des Américains d'origine polonaise dont la Cathédrale du même nom est située à Jenkintown en Pennsylvanie. La population d'origine polonaise du Michigan (16 votes), par exemple, se monte à plus de 820 000, celle de l'Illinois (20 votes) à quasiment 900 000. On pourrait multiplier les exemples et les statistiques montrant qu'une bonne partie de ces deux populations ont voté pour les candidats démocrates lors des élections de 2022, après le début des offensives contre l'Ukraine donc, alors qu'en 2020 elles avaient soutenu la candidature de Donald Trump.

² Voir <https://www.washingtonpost.com/opinions/2022/03/02/what-ukrainian-american-voters-are-doing-to-gop-politics/> et Joel Lieske et Ed Hasecke: <https://www.uakron.edu/bliss/docs/state-of-the-parties-documents/Lieske.pdf>, The Rise of the Cultural Voter and What it means for the American Party System, 2005

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Les enseignements à tirer de ces chiffres sont donc ceux-ci : si le président Biden décide de minimiser son soutien militaire et financier à l'Ukraine et que celle-ci augmente ses pertes sur le terrain, les Ukrainiens et Polonais américains risquent de ne pas soutenir ce dernier dans sa candidature à la réélection. Et cela dans des États et plus encore dans des comtés géographiquement cruciaux à cause du système évoqué plus haut du « *winner-take-All* » où un tout petit nombre de voix peut faire la différence ultime dans le gain du nombre total des votes des Grands Électeurs de l'État en question. Il reviendra donc à l'Administration Biden d'expliquer les raisons qui la pousserait éventuellement à conseiller aux Ukrainiens de faire des compromis territoriaux avec l'ennemi russe pour mettre fin à la guerre, posture qui pourrait lui coûter cher auprès de ces électeurs spécifiques, les quatre États où ils habitent représentant un total de 74 votes des grands électeurs.

Le facteur économique et les livraisons d'armes

Si le seul facteur économique est probablement peu susceptible d'influencer fortement les voix ethniques, il est en revanche beaucoup plus important pour les autres citoyens. Les sommes allouées à l'Ukraine sous forme de fournitures militaires citées plus haut sont à la fois relativement minimales si l'on compare ce montant à celui du seul budget de la défense américain pour l'année 2024, soit 886 milliards, mais elles sont énormes dans l'absolu et en tous cas assez pour que certains Représentants Républicains renâclent depuis le début à les déboursier, tout en soutenant la légitimité morale de ce soutien. Cela a manifestement conduit le président Biden à ne demander au Congrès qu'une modeste rallonge de 24 milliards tout en prévoyant déjà d'en demander d'autres estimées à environ 40 milliards supplémentaires.

Cependant, les commandes d'armement destinées à l'Ukraine, directement ou indirectement, sont susceptibles de jouer un rôle politique non négligeable selon que le Département de la Défense (DOD), passera plus ou moins de commandes pour remplacer les matériels fournis, beaucoup ayant été soustraits (« *drawdown* ») des stocks déjà existants. Les contrats de fourniture d'armes sont bien connus pour créer ou consolider des emplois bien rémunérés dans certains districts clés. L'exemple du char Abrams 1A1 est instructif à ce sujet même si, en 2022, il n'a pas porté les fruits électoraux auxquels le camp démocrate aurait pu s'attendre, 2024 pourrait être différent.

On se souviendra que le char Abrams avait été promis aux Ukrainiens dès le 25 janvier 2023 et que le DOD avait annoncé publiquement vouloir en commander une version plus moderne à l'usine de Lima, dans l'Ohio, État gagné par Donald Trump en 2020. La petite ville de Lima, située dans ce que l'on appelle la « *rust belt* », c'est à dire les régions désindustrialisées du Nord Est, bastion des Démocrates au temps de la puissance des syndicats ouvriers et depuis passée aux Républicains, est le siège de l'usine de fabrication de ces chars dont il est sorti quelques 9 000 exemplaires depuis 1981. Chacun sait que les usines où se fabrique un type d'armement aussi imposant génère chez les ouvriers un sentiment de fierté et de contribution à la puissance militaire du pays.

Un œil sur



Défense

Géopolitique et Sécurité

Or, dès 2012, le général Ray Odierno, Chef d'État-Major de l'armée de Terre (« *Army Chief of Staff* »), témoignait devant le Congrès qu'à son avis l'armée de Terre possédant déjà 2 000 chars Abrams, il n'était souhaitable ni d'en commander d'autres ni d'en continuer la production. Passant outre à ces recommandations, les Représentants républicains du district de Lima au Congrès obligèrent le DOD à faire exactement le contraire et à en commander d'autres, la plupart destinés à finir garés sur l'immense aire de stationnement *Sierra Army Depot* dans le désert californien. Le 20 mars 2019, Donald Trump, déjà en campagne pour sa réélection, se rendait à l'usine de Lima et annonçait une enveloppe de 714 millions pour la fabrication et/ou la remise en état des chars Abrams. Résultat : en 2020, le comté d'Allen, où se trouve Lima, votait à 69% pour Trump et pour les Républicains aux législatives de 2022 à 77%.

Depuis, la Secrétaire d'État à l'armée de Terre (« *Secretary of the Army* ») de l'Administration Biden, Christine Wormuth, s'est récemment rendue à Lima où elle a annoncé un investissement de 558 millions de dollars, sur trois ans, pour fabriquer non plus un nouveau modèle de char mais pour démonter les anciens et en utiliser les éléments pour remonter le même type d'Abrams 1A1 (les améliorations électroniques étant effectuées après coup au Texas) avant d'en envoyer les 31 promis en Ukraine, ainsi que les 320 autres commandés par la Pologne. De quoi redonner une certaine fierté aux ouvriers de Lima et peut-être emporter leur vote en 2024³ ! Cet exemple n'est significatif, s'il se révèle l'être du tout, que parce qu'il est situé dans un État-clé, mais il est à peu près certain que les commandes militaires destinées à l'Ukraine où qu'elles soient fabriquées dans le pays, joueront le double rôle de porter ces emplois au crédit des Démocrates tandis qu'il sera bien difficile aux Républicains de s'en plaindre.

Le rôle de la guerre sera-t-il fondamental ?

Les trois éléments ci-dessus devraient pouvoir, croyons-nous, jouer un rôle non négligeable dans la défaite ou la victoire du camp démocrate, mais il reste deux inconnues qui seront sans doute décisives, *in fine* : la position de Donald Trump sur la guerre, s'il n'est pas empêché juridiquement de se présenter, et surtout la réalité sur le terrain qui conditionnera la posture de l'administration Biden vis-à-vis de ces trois facteurs. Le résultat de ces élections risque, dans les deux cas, d'impacter l'Ukraine au premier chef mais aussi le reste du monde presque autant que l'Amérique elle-même.

³ <https://www.military.com/daily-news/2023/02/17/tank-plant-small-ohio-city-plays-big-role-ukraine-war.html>